

EXAMEN DES PROPOSITIONS D'AMENDEMENT DES ANNEXES I ET II

A. Proposition

Amender comme suit l'annotation concernant les hybrides de *Phalaenopsis*:

Les spécimens d'hybrides reproduits artificiellement du genre *Phalaenopsis* ne sont pas soumis aux dispositions de la Convention quand:

- a) les spécimens sont commercialisés dans des envois composés de conteneurs individuels (cartons, boîtes, caisses, etc.) contenant chacun 20 plantes ou plus;
- b) toutes les plantes d'un conteneur doivent être du même hybride, différents hybrides n'étant pas mélangés dans un même conteneur;
- c) les plantes d'un conteneur sont facilement reconnaissables comme étant des spécimens reproduits artificiellement parce qu'ils offrent une bonne uniformité au niveau de la taille, du stade de croissance et de la propreté, et présentent des inflorescences non endommagées, un système racinaire intact et une absence générale des dégâts ou blessures attribuables aux plantes provenant de la nature;
- d) les plantes ne présentent pas les caractéristiques d'une origine sauvage, telles que des dégâts causés par les insectes ou autres animaux, des champignons ou des algues adhérant aux feuilles, ou des dégâts mécaniques aux inflorescences, racines, feuilles ou autres parties, résultant du prélèvement; et
- e) les envois sont assortis de documents, comme une facture, indiquant clairement le nombre de plantes et portant la signature de l'expéditeur.

Les plantes qui, à l'évidence, ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier de la dérogation doivent être assorties des documents CITES appropriés.

B. Auteur de la proposition

Suisse (en tant que gouvernement dépositaire, à la demande du Comité pour les plantes).

C. Justificatif

A la 12^e session de la Conférence des Parties, les Etats-Unis d'Amérique ont proposé d'annoter les Orchidaceae de l'Annexe II pour en exclure les spécimens reproduits artificiellement des hybrides interspécifiques et intergénériques de six genres (*Cattleya*, *Cymbidium*, *nobile*-type et *phalaenopsis*-type *Dendrobium*, *Oncidium*, *Phalaenopsis* et *Vanda*). Sur la base des consultations tenues avec les Etats des aires de répartition, les Etats-Unis ont amendé la proposition pour n'y inclure que les hybrides du genre *Phalaenopsis* comme "cas test" et ont proposé que la Conférence des Parties adopte une décision demandant au Comité pour les plantes de suivre les effets de cette exclusion, en particulier au niveau d'une éventuelle augmentation du commerce illicite, et de faire rapport à la CdP13. Aucune décision n'a en fait été adoptée mais le Comité pour les plantes a inscrit à l'ordre du jour de sa 14^e session (Windhoek, 2004) la question de l'application de l'annotation pour les hybrides reproduits artificiellement du genre *Phalaenopsis*.

A la 14^e session du Comité pour les plantes, l'observateur des Etats-Unis a indiqué les résultats d'une étude informelle de pays d'importation et d'exportation d'orchidées sélectionnés et fait part des résultats de consultations avec des cadres CITES américains chargés de la lutte contre la fraude, au sujet de l'efficacité de l'annotation et pour savoir si elle leur causait des difficultés. Aucun des pays contactés n'a observé d'envois d'hybrides de *Phalaenopsis* sans permis d'exportation CITES. Trois raisons communes ont été données pour expliquer que les exportateurs d'orchidées n'utilisent pas la dérogation prévue par cette annotation:

1. Les exportateurs d'orchidées ignorent l'existence de cette dérogation.
2. Les exportateurs d'orchidées connaissent cette dérogation mais craignent que les pays d'importation ne la reconnaissent pas et détiennent les envois sans documents CITES.
3. Le minimum actuel de plantes par conteneur (100) est trop élevé: il y a bien moins de plantes dans la plupart des conteneurs expédiés.

Un pays (Singapour) a signalé qu'il utilise le certificat phytosanitaire comme document CITES – comme certificat de reproduction artificielle – comme prévu dans la résolution Conf. 12.3, et que les envois d'hybrides de *Phalaenopsis* ne lui posent donc pas de problèmes. Toutefois, cette réponse indiquait aussi que la dérogation prévue par l'annotation n'entraînerait pas pour lui de changement de procédure significatif.

Un groupe de travail de la 14^e session du Comité pour les plantes a été prié d'évaluer les informations fournies par les Etats-Unis et de faire une recommandation indiquant si l'annotation devrait être maintenue, modifiée, ou abrogée. Le groupe a recommandé la soumission d'une proposition à la CdP13, visant à amender l'annotation de manière à réduire de 100 à 20 le minimum de plantes par conteneur, tout en gardant, pour le reste, le libellé actuel de l'annotation.